

De villages en préfectures, les Pyrénées s'essaient à la Nuit debout

PAR EMMANUEL RIONDÉ
ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 21 AVRIL 2016

Tandis que la place de la République capte l'essentiel de l'attention médiatique, le mouvement se développe aussi en régions. Si la question du mal-être démocratique demeure centrale, d'autres thématiques, plus territorialisées, émergent. Et la question des seuils à franchir est posée. Échos de deux soirées pyrénéennes.

Micro en main, blouson de cuir et cheveux au vent, il ouvre l'AG. Pour lui, Nuit debout, c'est « *d'abord un mouvement de protestation des travailleurs* », qui concerne « *5 millions de musulmans stigmatisés* » tout autant que « *les jeunes, les petits patrons* »... Il parle des Panama papers, rappelle la devise républicaine et convoque les « *grands hommes* » pour s'en défier : « *Nous ne voulons plus d'un de Gaulle ou d'un Gambetta !* » Plus tard dans la soirée, il plaidera pour une « *grève générale insurrectionnelle* ». L'ordon, place de la République ? Non. C'est David, 17 ans, précoce étudiant en Sciences-Po, en direct de Mirepoix, 3 500 habitants, mignonne petite cité de l'est ariégeois.

« *Là, il est à fond* », concède sa mère, un brin de fierté dans le sourire. Il est 19 heures, ce « *lundi 49 mars* », et sous sa halle centrale, Mirepoix accueille sa première Nuit debout. Sur le tract invitant au rassemblement citoyen, il est écrit : « *Première en pays cathare. On existe aussi. On peut se faire entendre.* » À Foix, ça a commencé dans la nuit du 13 au 14 avril. Depuis, la préfecture du département accueille une Nuit debout tous les soirs. Mais environ 35 km et 40 minutes de route séparent Foix de Mirepoix. Alors, « *on s'est*

dit qu'on allait tenter de l'organiser chez nous, ici », résume Sandrine, 41 ans, résidant dans un village proche.

Nuit debout à Mirepoix © E.R

La structure d'une yourte a été montée. Une table accueille la sono. Sur une autre, déjà quelques plats attendent le reste de l'auberge espagnole. En retrait, un feu flambe dans un demi-fût renversé à hauteur. Plus tard, Maurice, *asador* de circonstance, y fera griller des saucisses et de la ventrèche. La soirée, pour autant, n'a rien d'une fête de village. On est bien là pour discuter entre « *simples citoyens concernés par un système qui creuse les inégalités, dégrade l'environnement, ne garantit plus la solidarité, démolit les droits sociaux et politiques et semble avoir oublié l'intérêt général* ».

Ici, on n'agite pas les mains, on applaudit. Sous l'œil distant de quelques gendarmes et de deux membres des RG, 50 personnes sont là en début de soirée, ils seront jusqu'à 80, de 17 à 70 ans. Avec en partage la colère de voir la démocratie confisquée et les richesses accaparées par une « *oligarchie* » honnie, le sentiment d'un système à bout de souffle, le désir de penser collectivement d'autres formes d'organisations et d'autres modes de consommation.

Des ingrédients communs à toutes les Nuits debout de l'Hexagone, auxquels s'agrègent à Mirepoix les spécificités du territoire : à proximité du Pays d'Olmes et de Lavelanet, la petite ville est au cœur de l'un des deux seuls « *Bassins d'emplois à redynamiser* » (BER) de France (l'autre est dans les Ardennes). L'ancienne vallée du textile a subi de plein fouet la désindustrialisation des années 1980. Depuis, les entreprises ferment, délocalisent ou licencient, malgré les exonérations fiscales offertes par le BER.

Dans cet environnement sinistré, qu'incarnent de nombreuses friches industrielles, la jeune génération plaide pour le développement de modèles alternatifs : « *On regarde le bordel un peu partout et on se dit qu'à l'échelle locale, on doit pouvoir créer quelque chose. Les Nuits debout doivent être un lieu de circulation de l'info et de réappropriation sociale* »,

juge Mathias, l'un des fondateurs de Graines d'espoir. Cette association qui entend « *favoriser l'émergence de projets* » et « *mettre les gens en liaison à travers la culture* » rassemble près de 150 adhérents sur Mirepoix. Parmi eux, Saveria, 30 ans, qui voudrait monter une école parentale accessible à tous, inspirée de la méthode Montessori. « *On a tous quelque chose à apporter et on n'est pas obligés d'être les meilleurs amis du monde pour partager des expériences* », assure la jeune femme qui défend l'agriculture bio et promeut la monnaie locale ariégeoise, le pyrène.

Derrière le barbecue, Maurice, 43 ans, responsable CGT Pays des Pyrénées cathares, pose un regard empathique sur « *ces jeunes* » qui « *ne vont pas révolutionner le monde tout seuls* ». Pointant la dimension « *thérapie collective* » des Nuits debout, il se félicite de ces « *rassemblements citoyens pour se réapproprier l'espace public. Toutes les idées sont bonnes à prendre et c'est l'union qui fera la force. Mais je pense qu'aujourd'hui, la priorité c'est de bloquer l'économie, les entreprises qui licencient et spéculent. C'est primordial. Attention à la réunionite ! Il faut du contenu, des soirées thématiques... Et revenir à la loi travail, à la base, on est là pour ça.* »

Les deux approches, qui se veulent complémentaires, témoignent de cette sociologie ariégeoise si spécifique que l'on retrouve, bon an mal an, ce lundi soir à Mirepoix : natifs autochtones de tradition syndicaliste ouvrière, « *néo-ruraux* » débarqués dans les années 1970-80 et s'étant depuis enracinés, et une génération de 20/40 ans en quête de modèles alternatifs. Cohabitant tous au pays de l'ours et des socialistes. L'Ariège, terre de l'ancien président du Sénat Jean-Pierre Bel, est un fief inexpugnable du PS.

Dans l'assemblée, le « *ras-le-bol des dynasties d'élus socialistes* » est très largement partagé. Éric, 50 ans, archéologue et faucheur d'OGM : « *On a un vrai problème avec nos élus qui tiennent tous les rouages du département. On les retrouve dans les conseils d'administration des maisons de retraites, des établissements publics. Une fois qu'ils sont élus, ils ne*

lâchent plus leur place, ils verrouillent tout... » Ou quand la lente dérive de la démocratie représentative s'observe jusque dans les Pyrénées...

En fin de soirée, l'articulation local/global se retrouve dans les propositions. À une commission consacrée à « *l'accueil des migrants* » et une autre proposant de réfléchir sur « *la société de vos rêves* », s'ajoute un groupe de travail censé plancher sur la mise en place d'un « *RézoPouce* » de covoiturage, dans une région où les transports en commun raréfiés favorisent le « *tout bagnole* ». En Ariège, l'idée d'une Nuit debout quotidienne à Foix et d'autres itinérantes dans les petites villes du département s'impose jour après jour. Ce lundi 49 mars, les habitants de Mirepoix décident de se retrouver une fois par semaine sous la halle.

« **Il faut trouver une puissance collective** »

À 190 kilomètres plus à l'ouest, Pau, ses 80 000 habitants (150 000 dans l'agglomération), et son maire François Bayrou. Ce « *mardi 50 mars* », la préfecture des Pyrénées-Atlantiques accueille sa sixième Nuit debout. Ici, le choix a été fait de se réunir le mardi et le vendredi, et les enjeux de lutte locaux sont assez peu présents dans les échanges. « *Certains sujets concernant l'urbanisme local ont été évoqués lors des premières réunions mais c'est de moins en moins le cas, et tant mieux, car je ne pense pas qu'on soit là pour ça* », résume Clovis qui, cinq ans plus tôt, avait participé au mouvement des Indignés sur la ville. « *Ça a fini par retomber comme un soufflé. Cette fois, avec les relais médiatiques et l'accumulation des ras-le-bol, j'ai l'impression que les gens ont envie d'y croire.* »

Dans un coin de la place Clemenceau, ils ne sont pourtant guère plus nombreux qu'à Mirepoix. Parmi eux, une bonne dizaine d'étudiants impliqués dans le mouvement contre la loi sur le travail. La veille, une tentative de « *casserolade* » devant la préfecture a tourné court, faute de bras. « *Si on veut du concret, il faut que quand on vote une action en AG, on se retrouve assez nombreux sur place pour la réaliser* », s'énerve Margaux, 23 ans. En l'occurrence, l'actualité récente fournit un exemple abouti de « *bonne pratique* » activiste. Début avril, le sommet international « *Marine, Construction and Engineering Deepwater*

Development » (MCEDD), réunissant des opérateurs majeurs de l'industrie pétrolière, s'est tenu au palais Beaumont, tout proche.

Pau est le fief historique du groupe Total. Pendant trois jours, plusieurs centaines d'activistes du mouvement climat sont venus troubler cette discrète sauterie des cadors du forage offshore. Une mobilisation évoquée par Elsa, qui a participé à l'action : « *On était 500 et ça a marché parce qu'il y avait une structure, une organisation, une vraie préparation. Là, on n'est pas encore assez nombreux et pas assez structurés. Une action n'est rien si elle n'a pas de portée médiatique. Aujourd'hui, il faut trouver une puissance collective.* » Elle pose la question de la convergence avec les cités des quartiers populaires de la ville et les communes rurales avoisinantes, deux entités peu représentées dans l'assemblée.

Nuit debout à Pau © E.R

Deux jeunes militants politiques tentent de lancer un débat sur « *les cadres d'organisation et les moyens d'agir* ». Alain Berit-Debat, militant de Libertat, organisation de la « gauche révolutionnaire occitane » a, lui, un cadre idéologique à proposer : « *La lutte des classes et l'anticapitalisme, ça ne passera que par ça, il faut être clair là-dessus.* » Pessant contre « *Varoufakis qui soutient Merkel* », il se félicite de voir les gens « *discuter* » sur la place. « *Mais de là à avoir un programme, je n'y crois pas.* »

Présent à toutes les Nuits debout paloises, Jean Ortiz, universitaire, communiste, spécialiste de l'Amérique latine, chroniqueur à *L'Huma*, n'en attend pas autant du mouvement : « *Nuit debout, il faut juste écouter, être là, ne pas être donneur de leçon. Il faut être en co-construction. Ces jeunes expriment des choses qui nous paraissent peut-être secondaires par rapport à la*

lutte des classes mais cela traduit un malaise que l'on doit entendre. Je suis ici sans stratégie et en écoute. Si on en est là aujourd'hui, c'est que la gauche n'a pas fait son boulot. Et je ne sais pas ce que ça va donner mais quelle que soit son issue, ce mouvement restera une expérience importante pour toutes ces personnes. C'est lent, c'est horizontal, ils ne veulent pas de chefs, pas de leaders, ils ont raison... »

Un peu plus tôt, une femme est venue parler du « *potager du peuple* » qu'elle lance dans un parterre de fleur sur la place. Un slameur a débité un texte ciselé où « *l'argent, ce terroriste notoire* » en a pris pour son grade. Il s'appelle Sylvain. Il est « *un peu bourré* » et confie : « *Le monde dans lequel je vis me fait de la peine, alors je ne m'y intéresse pas, je reste hors médias. Mais a priori, ceux qui sont là, c'est juste qu'ils ne sont pas d'accord avec le système. Alors je viens voir ce que je peux y trouver. C'est des gens qui ont de l'espoir, et l'espoir, c'est beau.* »

Avant minuit, alors que quelques-uns ont sorti les guitares sèches et que des SDF ayant assisté aux débats commencent à chercher un coin où dormir, rendez-vous est pris pour vendredi 53 mars.

Dans le Gers voisin, Auch doit tenir sa première Nuit debout ce jeudi 21 avril (le 52 mars). Albi, dans le Tarn, a tenu sa seconde AG mercredi. À Rodez, chef-lieu de l'Aveyron, ça se poursuit depuis le 9 avril. À Bayonne, le mouvement est bien installé. « *Vous devriez aller faire un tour à Oloron-Sainte-Marie, assure Clovis, ils se sont lancés là-bas aussi.* » Après dix ans en France et à l'étranger, Mayliss, « *de retour au pays* », assiste ce soir à sa première Nuit debout : « *Le rapport de force entre les intérêts des citoyens et les intérêts économiques est aujourd'hui très inégal. Ça va être difficile. Mais si on n'essaie pas, on ne saura pas.* »

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.